

## ANALYSE

### Quel rééquilibrage pour les moteurs de la croissance allemande ?

*L'arrivée de la crise économique et financière en Europe en 2008 et, plus encore, le déclenchement de la crise grecque fin 2009 ont révélé le caractère non « soutenable » des déséquilibres extérieurs de plusieurs pays de l'Union européenne. Une divergence croissante, concernant la balance des paiements courants, est apparue entre la plupart des pays du Nord (dont l'Allemagne) et non seulement les pays du Sud, mais aussi les pays d'Europe centrale et orientale, le Royaume-Uni et l'Irlande. Dès lors, la question de la pérennité du régime allemand de croissance tirée par l'exportation ne peut s'abstraire de celle de l'avenir d'un mode de développement porteur de fortes asymétries financières entre ces deux groupes de pays. Légitime dans ce contexte, la discussion sur les exportations allemandes se concentre cependant trop sur des explications en termes de coûts de production et de taux de change. Cela conduit à sous-estimer le fait que la compétitivité des produits allemands repose très largement sur des facteurs hors-prix (aspects qualitatifs, innovation, etc.) et sur le mode d'insertion de l'économie allemande dans la division internationale du travail, au-delà de la seule Europe. De ce fait, il serait illusoire d'envisager que le régime de croissance de l'Allemagne se détourne radicalement des échanges extérieurs à brève échéance, compte tenu notamment de leur structure sectorielle et géographique. Il en découle aussi qu'en Allemagne, ces dernières années, la focalisation sur les facteurs de compétitivité-prix et la quasi-stagnation des salaires ont été excessives et ont conduit in fine à ralentir le rythme de progression du PIB, tirant l'ensemble de la croissance européenne vers le bas. Il est donc dans l'intérêt même de ce pays de rééquilibrer les moteurs de sa croissance au profit de la demande intérieure. Le vrai débat porte sur la manière d'y parvenir, car les marges de manœuvre sont étroites pour les politiques publiques outre-Rhin, compte tenu notamment du rôle des partenaires sociaux en matière salariale, des tendances de la démographie et des contraintes très lourdes qui pèsent sur les comptes publics. La coopération franco-allemande peut elle-même contribuer à favoriser cette réorientation, surtout en faisant avancer le dossier de la coordination des politiques économiques et du « gouvernement économique européen ».*

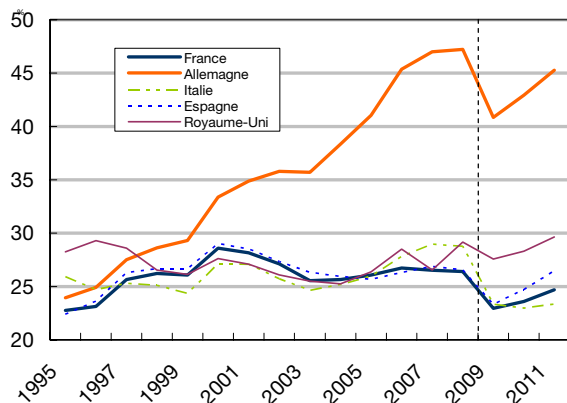
Le régime de croissance à l'œuvre en Allemagne depuis une dizaine d'années a été pour une très grande part fondé sur l'exportation. *A priori*, l'actuelle crise économique et financière change cependant la donne car elle rend nécessaire la résorption de déséquilibres extérieurs devenus intenable, y compris au sein de l'Union européenne (UE) et notamment de la zone euro. *Ipsa facto*, les principaux débouchés des exportateurs allemands se trouvent ainsi taris en grande partie. Ce régime, longtemps qualifié de « modèle » et donné en exemple à l'étranger, est-il pour autant condamné ou ne s'agit-il que de difficultés passagères ? Faut-il envisager une réorientation durable des moteurs de la croissance allemande en direction de la demande intérieure ? Le cas échéant, quels sont les facteurs cruciaux à considérer et les leviers de politique économique à actionner ? Telles sont les principales questions qu'il importe ici de mettre en perspective, sur la base d'une comparaison internationale et au vu des évolutions observées depuis une ou deux décennies.

Pour répondre à ces interrogations, il convient tout d'abord d'examiner les principales caractéristiques de ce régime de croissance tirée par l'exportation et d'en analyser les principaux facteurs explicatifs. Ce diagnostic permet ensuite d'apprécier dans quelle mesure il est possible d'envisager des changements substantiels, à terme. Sur cette base à la fois rétrospective et prospective, il s'agit enfin de montrer quelles conséquences en découlent pour les politiques économiques en Allemagne et en Europe et quelles recommandations peuvent être adressées aux décideurs publics en France.

## Les succès allemands à l'exportation et leurs explications macroéconomiques

Depuis une dizaine d'années, l'économie allemande se trouve dans un régime de croissance qui repose en grande partie sur l'exportation. **Le taux d'exportation allemand a quasiment doublé depuis le milieu des années 1990**, passant de 24 % du PIB en 1995 à plus de 47 % en 2008, alors que les taux équivalents pour la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne ont dans l'ensemble fluctué autour de 26 % (*graphique 1*). Si le taux allemand a nettement fléchi en 2009, sous l'effet de la crise, il devrait reprendre fortement d'ici 2011.

**Graphique 1 : L'évolution des taux d'exportation (exportations de biens et services en % du PIB)**



Source : données et prévisions de l'OCDE (décembre 2009)

La part correspondante en France – en recul de plus de 6,5 points de pourcentage par rapport à 1995 – et au Royaume-Uni est désormais près de deux fois plus faible.

De même, l'Allemagne constitue **le seul grand pays industriel qui ait pu maintenir globalement sa part de marché mondial au cours du dernier quart de siècle**, alors que les États-Unis, le Japon ou le Royaume-Uni ont nettement décroché, face notamment à la concurrence croissante des pays émergents. Certes, l'Allemagne a cédé à la Chine son titre de premier exportateur mondial de marchandises en 2009, au plus fort de la crise ; elle a cependant occupé ce rang non seulement sur la période 2003-2008 mais aussi à d'autres moments de son histoire, notamment entre 1985 et 1992. Cette particularité est liée à la force persistante de l'industrie allemande. Depuis une quinzaine d'années, l'Allemagne se révèle être **le seul des grands pays européens où la part relative du secteur manufacturier dans le total du PIB se soit maintenue à un niveau élevé** (environ 23 %, en 2008).

La part correspondante en France – en recul de plus de 6,5 points de pourcentage par rapport à 1995 – et au Royaume-Uni est désormais près de deux fois plus faible.

**Les effets controversés de la mondialisation sur la production, l'emploi et les revenus : quelques éléments à partir du débat allemand sur « l'économie de bazar »**

À travers la notion d'« économie de bazar », il a été souligné que les exportations imputées à l'Allemagne contiennent une part croissante de consommations intermédiaires importées, à mesure que les entreprises allemandes s'approvisionnent de plus en plus à l'étranger (*offshoring*) pour réaliser leurs produits. Un économiste allemand en a déduit que, pour ce pays, l'exportation de produits irait dans l'ensemble moins de pair avec un enrichissement du pays qu'avec une exportation de capital et d'emplois, en termes nets<sup>1</sup>. Il apparaît cependant que cet élément d'éviction de la production nationale par la production importée est au total plus que contrebalancé par plusieurs effets positifs. En particulier, les importations provenant de pays à moindres coûts permettent de gagner en compétitivité-prix et, *in fine*, de pérenniser les emplois en Allemagne, voire de les développer. Compte tenu de ce type d'effets, l'Allemagne profite globalement de sa participation au commerce international, en termes aussi bien de valeur ajoutée que de revenus et d'emplois<sup>2</sup>. Ces gains ont cependant été obtenus au prix d'inégalités salariales accrues et d'une plus grande précarité de l'emploi. Depuis le début de la décennie 2000, les disparités salariales et la pauvreté ont augmenté plus fortement en Allemagne que dans les autres pays de l'OCDE, avec une dispersion particulièrement accrue du côté des bas revenus. La part relative des travailleurs pauvres a doublé depuis 1999. Les années 2006-2008, en particulier, ont coïncidé avec la différenciation croissante des formes d'emploi, notamment à travers le travail intérimaire, les contrats à durée déterminée et les emplois faiblement rémunérés.

Schématiquement, les études disponibles identifient **trois grandes catégories de facteurs explicatifs** des performances allemandes en matière de commerce extérieur. Première explication, les décalages conjoncturels en termes de demande, c'est-à-dire, pour un pays donné, la différence de dynamisme entre la demande intérieure et la demande étrangère. Deuxième élément, les facteurs de compétitivité-prix. Troisièmement, les aspects qualitatifs, qui renvoient tant à la compétitivité hors-prix qu'au mode d'insertion dans la division internationale du travail.

Sur le premier point, l'Allemagne se distingue nettement des autres principaux pays de l'UE et notamment de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne, où le moteur de la croissance a bien davantage reposé sur la demande intérieure, depuis le début des années 2000. Sur la période 2000-2008, **le taux de croissance moyen de la demande intérieure allemande a été inférieur de 1,8 point à celui de la France et de l'ensemble des pays de l'OCDE**, ce qui a fortement incité les entreprises allemandes à développer leurs ventes de marchandises à l'étranger. Pour l'Allemagne, de même, **le taux d'épargne nationale brute**, après avoir chuté de façon quasi continue de 1989 à 2002, a fortement progressé depuis lors et a dépassé

<sup>1</sup> Cf. Sinn H.-W. (2006), « The Pathological Export Boom and the Bazaar Effect - How to Solve the German Puzzle », *CESifo Working Paper*, n° 1708, avril.

<sup>2</sup> Cf. Ludwig U. et Brautzsch H.-U. (2008), *Globalisierung und Beschäftigung – eine Untersuchung mit der Input-Output-Methode*, rapport de l'Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH), IMK Studies, n° 1/2008.

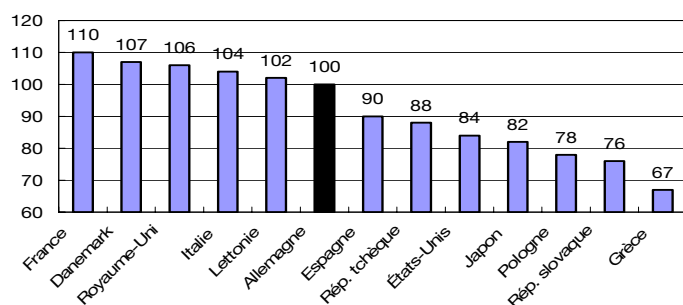
en 2007 et 2008 son niveau d'avant l'unification, qui constituait lui-même un sommet historique<sup>3</sup>. Pour le **taux d'investissement**, inversement, l'Allemagne s'est située au cours des années 2000 **au-dessous de son niveau de long terme**, à la différence de pays tels que la France ou l'Italie. Entre le taux d'épargne et le taux d'investissement, cette évolution en ciseaux accrédite ainsi l'idée que, depuis une dizaine d'années, si un pays comme la Grèce a vécu plutôt « au-dessus de ses moyens », l'Allemagne a pour sa part sous-utilisé les ressources dont elle dispose.

Quant à la compétitivité-prix, il faut tout d'abord considérer les évolutions vis-à-vis des autres pays de l'Union monétaire européenne, zone à l'intérieur de laquelle le taux de change a été supprimé. La question centrale se ramène alors à celle des coûts de production, parmi lesquels la composante salariale est le plus souvent privilégiée. Or, **en termes réels et nets** (déduction faite des prélèvements sociaux et fiscaux), **les salaires horaires en Allemagne n'ont guère progressé globalement depuis le début des années 1990**. Cette évolution singulière s'explique en grande partie par le contexte de l'après-unification. Depuis la fin des années 1990, le souci de restaurer et accroître la compétitivité de l'économie allemande est consécutif à la forte progression salariale apparue au début des années 1990, qui a fait basculer dans le déficit la balance des paiements courants, de 1991 à l'an 2000. L'extrême modération salariale qui a suivi et les stratégies de restructuration menées par les entreprises ont permis de restaurer progressivement la compétitivité-prix du *made in Germany*. Depuis une dizaine d'années, par ce biais, **l'économie allemande a pu reconquérir sur les marchés mondiaux le terrain qu'elle avait dû céder dans les années 1990-1992**. Début 1999, en outre, l'Allemagne est entrée dans l'Union monétaire européenne avec un DM souvent considéré comme surévalué de 25 % à 30 %, en termes réels.

Si correction il fallait au début des années 2000, elle a cependant été drastique, comme le montre l'évolution des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui tiennent compte de celle de la productivité. **Sur l'ensemble du dernier quart de siècle**, en effet, **l'Allemagne a été le pays de l'UE où les coûts salariaux unitaires ont le moins progressé**. Sur la période 1985-2011 – compte tenu notamment de la quasi-stagnation attendue pour les années 2005-2011 –, la **hausse moyenne annuelle** devrait y être **d'à peine 1 %**, contre un peu plus de 1,7 % en France, environ 2,9 % au Royaume-Uni, quelque 3,4 % en Italie et presque 7,8 % en Grèce. Les accords de branche signés ces derniers mois dans l'industrie allemande de la métallurgie et dans le secteur public confirment ce type de prévision : **la modération salariale reste de rigueur en Allemagne au moins jusqu'en 2011**. Or, vis-à-vis des autres pays de la zone euro, ces restrictions salariales menées en Allemagne produisent **les mêmes effets qu'une dépréciation monétaire**.

De plus, comme le montre un récent travail de simulation macro-économétrique, cette **modération salariale** semble avoir été ces dernières années **excessive pour l'Allemagne elle-même** : la progression récente des salaires y a été moindre que celle de la productivité, ce qui a, certes, permis des gains en termes de compétitivité-prix mais aussi **a nettement déprimé la demande intérieure**. Cela signifie qu'en Allemagne, la compétitivité des entreprises aurait pu être préservée et la croissance globale du PIB et de l'emploi aurait été supérieure, *ceteris paribus*, si la progression des salaires nominaux avait été de l'ordre de 3 % par an, ce qui aurait été compatible avec les objectifs de la Banque centrale européenne en matière de stabilité des prix (2 % par an), compte tenu de gains de productivité annuels avoisinant 1 % à moyen terme<sup>4</sup>.

**Graphique 2 : Les niveaux de coûts unitaires de main-d'œuvre (en 2008 ; secteur manufacturier ; base 100 = Allemagne)**



Source : Schröder C. (2009), Institut der deutschen Wirtschaft, Cologne

Vis-à-vis du reste du monde, compte tenu à la fois des taux de change, de l'évolution des salaires et des gains de productivité, l'Allemagne a plutôt renforcé sa compétitivité-prix dans la période récente. En 2008, elle a ainsi présenté **un niveau de coûts salariaux unitaires moindre que le Royaume-Uni et le Danemark** et, du côté de la zone euro, **que la France et l'Italie**. En queue de classement, le cas grec montre cependant que la compétitivité-coûts reste très loin de déterminer à elle seule les performances d'un pays dans le commerce mondial (*graphique 2*).

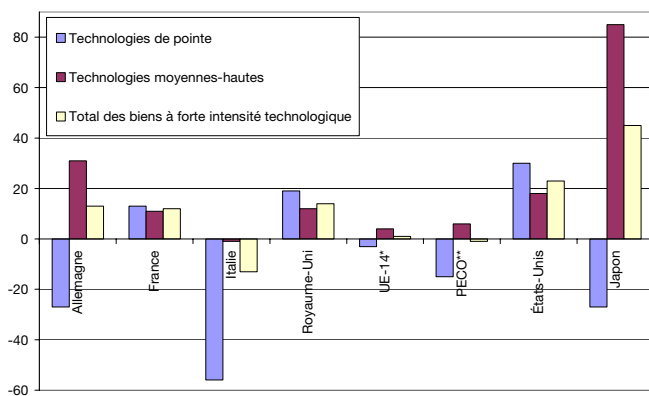
<sup>3</sup> En 2008, seules la Suède et l'Autriche dépassaient l'Allemagne, sur ce plan, parmi les pays de l'UE.

<sup>4</sup> Cf. Joebges H., Schmalzbauer A. et Zwiener R. (2009), *Der Preis für den Exportweltmeister. Deutschland: Reallohnrückgang und geringes Wirtschaftswachstum*, IMK Studies, n° 4, août.

## Un facteur explicatif plus structurel : la compétitivité hors-coûts

Les travaux macro-économétriques réalisés ces dernières années<sup>5</sup> contribuent du reste à relativiser l'importance de la compétitivité-prix comme facteur expliquant les performances allemandes à l'exportation. Il en ressort que **les décalages de demande intérieure jouent un rôle plus important que les questions de compétitivité-prix** mais aussi que l'insertion accrue de l'Allemagne dans la division internationale du travail a également exercé un impact très important, notamment *via* l'extension de réseaux de production par delà les frontières nationales. Cela renvoie en grande partie à la nature des biens (et services) produits en Allemagne et donc à des questions de spécialisation internationale. L'offre allemande bénéficie en effet de **précieux avantages en matière de compétitivité hors-coûts**, c'est-à-dire pour les aspects qualitatifs de la compétitivité, car elle jouit en général d'une meilleure réputation en termes de qualité, de fiabilité, de service après-vente, etc., ce qui renvoie à **un grand effort de différenciation des produits et d'innovation**, en lien étroit avec les besoins du marché. En témoigne notamment, sur le plan sectoriel, la très forte spécialisation allemande dans les biens d'équipement professionnels. La part relative des biens d'équipement dans le total des exportations de marchandises a en moyenne été sur la période 2002-2009 de près de 44 % pour l'Allemagne, soit environ 10 points de pourcentage de plus qu'en France. Au-delà, les atouts allemands tiennent aussi à **un fort positionnement sur des produits de haut de gamme**, y compris dans des secteurs plutôt matures tels que l'automobile.

**Graphique 3 : Indice d'avantage comparatif révélé : une comparaison internationale pour les échanges commerciaux de 2007**



\* : L'UE à 15, sans l'Allemagne. \*\* : Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie. *Source : Belitz H. et al. (2010), DIW, Berlin*

Avec une définition tenant également compte du poids relatif des importations, la notion d'avantages comparatifs révélés<sup>6</sup> montre du reste que **l'Allemagne n'est pas spécialisée dans les technologies de pointe** – c'est-à-dire les domaines dans lesquels la dépense interne de recherche et développement (DIRD) représente plus de 7 % du chiffre d'affaires (CA) (industrie pharmaceutique, aéronautique, etc.) **mais dans le domaine des moyennes-hautes technologies** – c'est-à-dire lorsque la DIRD se situe entre 2,5 % et 7 % du CA (construction mécanique, automobile, etc.). En cela, l'Allemagne est proche du Japon et des principaux pays d'Europe centrale et orientale (PECO) – autres pays restés très industriels – et se distingue de la France, du Royaume-Uni ou des États-Unis, qui sont spécialisés tant dans les technologies de pointe que dans les technologies moyennes-hautes mais dont les économies sont beaucoup plus tertiaisées.

Jusqu'à la crise actuelle, en outre, **l'économie allemande a pu renforcer globalement ses atouts concernant des produits à contenu technologique plutôt élevé, à forte valeur ajoutée et d'assez haut de gamme**. Sur la période 2000-2007, l'Allemagne est en tout cas mieux parvenue que la France à accroître ses avantages comparatifs révélés dans des domaines à contenu technologique plutôt fort, tout en se désengageant des domaines à faible valeur ajoutée et à faible contenu technologique<sup>7</sup>. Ce renforcement de la spécialisation allemande tient donc en partie au fait que les entreprises en Allemagne renoncent de plus en plus – mais de façon sélective – à produire sur place les biens (ou composants) les moins sophistiqués et préfèrent se les procurer à meilleur compte auprès d'unités de production implantées à l'étranger (*offshoring*). En témoigne la façon dont a évolué, depuis une vingtaine d'années, la structure géographique du commerce extérieur allemand. **Dans le total des importations allemandes, la part relative des 16 pays de l'actuelle Union monétaire a chuté de près de dix points de pourcentage** depuis 1991, à environ 40 % en 2009. Dans le même temps, symétriquement, il s'est produit une **forte hausse de la part provenant des PECO** – passée de moins de 3 % à près de 12 % – et **des pays émergents d'Extrême-Orient** (principalement la Chine) – de moins de 7 % à presque 13 %. Une telle réorientation se retrouve également du côté des exportations allemandes, bien que d'une manière moins prononcée.

<sup>5</sup> Pour des précisions, voir le document de travail du même auteur, mis sur le site du Centre d'analyse stratégique en mai 2010 : [http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/07\\_Doc\\_Travail\\_croissance\\_allemande.pdf](http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/07_Doc_Travail_croissance_allemande.pdf).

<sup>6</sup> Pour un type de bien  $i$  et un pays  $j$  donnés, les exportations étant notées  $X$  et les importations  $M$ , l'avantage comparatif révélé (ACR) est ici défini comme suit :  $ACR_{ij} = 100 \ln [(X_j / \sum_i X_i) / (M_j / \sum_i M_i)]$ . Le pays en question est considéré comme ayant un avantage (respectivement un désavantage) comparatif révélé dans la branche  $i$  si l'indice  $ACR_{ij}$  est supérieur (respectivement inférieur) à 0.

<sup>7</sup> Cf. Madariaga N. (2009), « Spécialisations à l'exportation de la France et de l'Allemagne : similitude ou divergence ? », *Lettre Trésor-Eco*, n° 68, décembre.

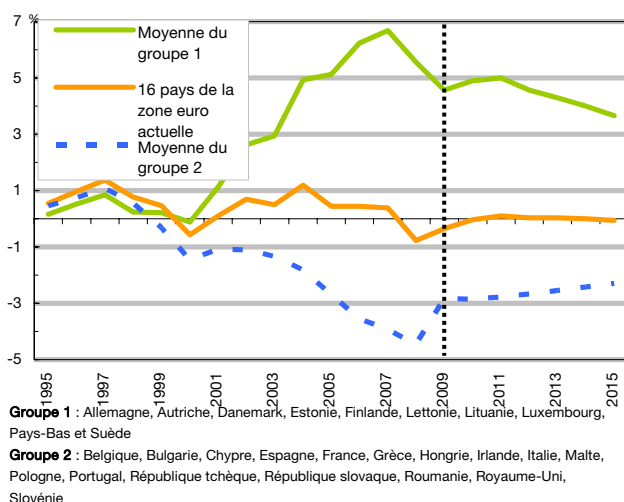


Pour s'approvisionner ainsi à bon compte auprès d'unités de production implantées à l'étranger, les entreprises allemandes agissent aussi souvent *via* leurs propres filiales. Les stratégies allemandes de délocalisation à l'étranger, notamment dans les PECO, correspondent assez largement à cette évolution, dans laquelle l'**investissement direct à l'étranger (IDE) et le commerce extérieur** se combinent avantageusement et, au fond, **tendent à renforcer la compétitivité internationale des productions réalisées sur le sol allemand**. Cette complémentarité entre IDE et commerce extérieur s'observe tout d'abord sur le plan géographique : les pays ou groupes de pays vis-à-vis desquels l'Allemagne enregistre les plus forts excédents commerciaux sont globalement ceux où les entreprises allemandes ont le plus investi : pays de la zone Euro, pays d'Amérique du Nord, PECO et autres pays de l'UE-27. Inversement, les seuls grands pays ou groupes de pays vis-à-vis desquels l'Allemagne subit des déficits commerciaux sont ceux où les entreprises allemandes sont dans l'ensemble les moins implantées : pays émergents d'Extrême-Orient, pays d'Amérique latine et Japon. Cette complémentarité apparaît aussi sur le plan sectoriel : **les quatre principaux secteurs au cœur de la spécialisation allemande** (construction automobile, industrie chimique, construction mécanique et électrotechnique) **font preuve d'un excédent à la fois pour le commerce extérieur et sur le plan des IDE** (excès des ID allemands à l'étranger sur les IDE en Allemagne), alors que, de façon presque symétrique, la quasi-totalité des autres grands secteurs de la classification retenue enregistrent globalement un double solde négatif, c'est-à-dire tant pour le commerce extérieur que pour les IDE.

### Des déséquilibres extérieurs porteurs de tensions accrues en Europe

En Europe, plus largement, ce mode d'insertion dans les échanges internationaux témoigne d'une **logique d'agglomération en faveur de régions étroitement intégrées** sur un plan industriel et commercial, **autour d'un noyau allemand à fort contenu technologique**. Sur une échelle micro- et mésoéconomique, ce **phénomène de polarisation** s'accompagne d'un redéploiement de la chaîne de valeur en aval, vers des pays à faible coût. La réorganisation induite des filières est, certes, favorable au rattrapage des PECO et à la compétitivité allemande mais elle est **loin de favoriser une convergence réelle sur l'ensemble de l'espace européen**. Ce mode de développement aboutit à un équilibre global de la balance des transactions courantes de l'UE, mais au prix de **tensions financières très marquées** au sein de l'Union. La question de la pérennité du régime allemand de croissance ne peut ainsi s'abstraire de celle de la soutenabilité de ce processus de développement porteur de fortes asymétries financières à l'intérieur de l'espace européen.

Graphique 4 : Une divergence globale au sein de l'UE-27, pour le solde des paiements courants (en % du PIB)



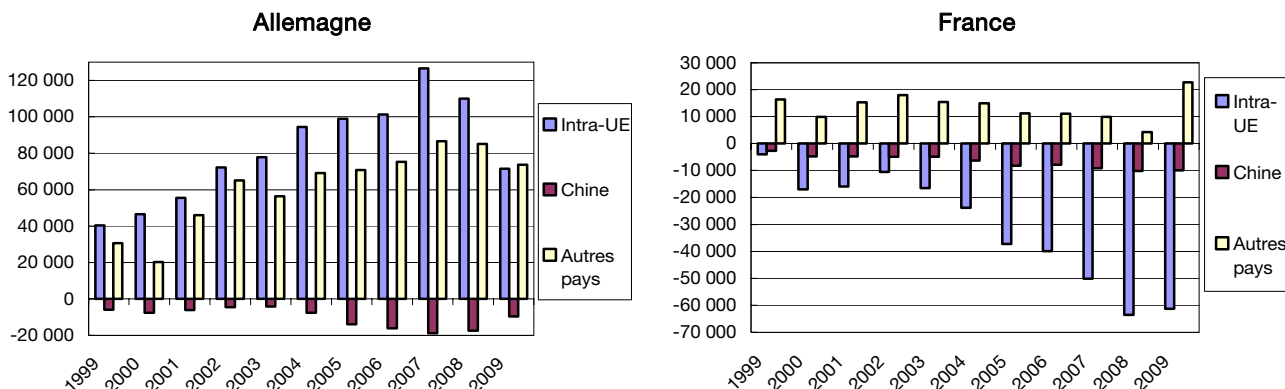
Note : il s'agit ici de moyennes pondérées. *Source : calculs CAS d'après les données et prévisions du FMI (avril 2010)*

En matière de déséquilibres extérieurs, deux groupes de pays se distinguent schématiquement, au sein de l'UE-27, au vu des évolutions récentes. D'un côté, un groupe de dix pays tend à dégager un excédent de ses paiements courants ces dernières années et en tout cas entre 2009 et 2011 : la plupart des pays d'Europe du Nord, dont l'Allemagne, ainsi que l'Autriche. De l'autre, un groupe de 17 pays enregistre un déficit de paiements courants de façon chronique, sur la même période : les pays du Sud de l'Europe mais aussi les PECO, ainsi que le Royaume-Uni et l'Irlande ; pour leur part, la France et la Belgique subissent des déficits modérés, respectivement depuis 2005 et 2008. Or **une nette tendance à la divergence est dans l'ensemble apparue** entre ces deux groupes de pays. Cette divergence s'est produite **depuis 1999**, année de l'entrée dans la dernière phase de l'Union économique et monétaire européenne. Elle risque de ne se résorber que partiellement, d'ici 2015.

Au cours de la décennie écoulée, de plus, **les excédents commerciaux enregistrés par l'Allemagne ont progressé non seulement vis-à-vis des pays de l'UE mais aussi vis-à-vis de l'ensemble des autres pays**, Chine mise à part. L'idée selon laquelle le renforcement de la compétitivité allemande, ainsi mesuré, se serait produit spécifiquement au détriment des autres pays de l'UE mérite donc d'être nuancée. La France, par contraste, n'enregistre globalement plus que de faibles excédents vis-à-vis des pays extra-européens. Quasi général sur le plan géographique, le renforcement global des positions allemandes sur le plan

commercial renvoie donc aussi à des facteurs de compétitivité d'ordre structurel, au-delà des différentiels intra-européens concernant les coûts de production et les rythmes de croissance de la demande intérieure<sup>8</sup>.

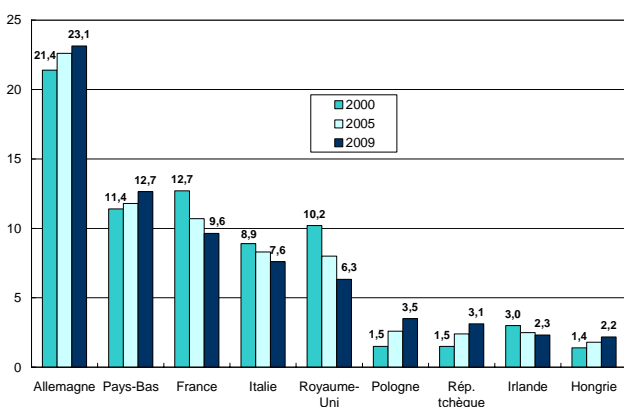
**Graphique 5 : L'évolution du solde commercial<sup>a</sup> de l'Allemagne et de la France vis-à-vis de quelques (groupes de) pays partenaires, entre 1999 et 2009 (en millions d'euros)**



(a) : exportations (fob) – importations (cif). Sources : calculs CAS, d'après les données d'Eurostat

Il apparaît du reste que, pour les échanges internes à l'actuelle zone euro, la part relative des exportations allemandes n'a fait au fond que retrouver à la fin des années 2000 le niveau qu'elle avait en 1989, à la veille de l'unification allemande<sup>9</sup>. Cela rappelle que les excédents commerciaux allemands culminaient déjà à la fin des années 1980 et confirme que la compétitivité allemande repose sur un socle très solide et très durable.

**Graphique 6 : Parts de marché au sein de l'UE-27 : les plus grandes variations enregistrées de 2000 à 2009 (en %)**



Parts relatives des pays dans le total des exportations intra zone, c'est-à-dire internes à l'UE-27. Sources : calculs CAS, données Eurostat

Il demeure qu'en Allemagne, la focalisation trop exclusive sur l'exportation menée depuis une dizaine d'années a conduit à freiner la croissance et a tiré vers le bas l'ensemble de la croissance européenne. De 1996 à 2009, la croissance annuelle réelle du PIB observée en Allemagne (1,04 %) a ainsi été en moyenne inférieure de plus d'un demi-point de pourcentage à celle du total de l'actuelle zone euro (1,66 %), d'un peu plus encore à celle de la France (1,77 %) et de plus d'un point à celle du Royaume-Uni (2,19 %).

Au sein de l'ensemble des pays actuels de l'UE, la redistribution des parts de marché intervenue depuis l'an 2000 fait cependant apparaître un fait nouveau : elle ne s'est pas seulement effectuée au bénéfice de l'Allemagne (+1,7 point) car elle a au moins autant bénéficié à des pays tels que la Pologne (+ 2 points) et la République tchèque (+1,6 point). En outre, les gains réalisés individuellement par ces pays sont bien moindres que les reculs subis par des pays tels que le Royaume-Uni et la France<sup>10</sup>. En ce sens, l'appareil industriel et commercial des pays du nord et de l'est de l'Europe a sensiblement gagné en compétitivité sur celui des pays de l'ouest et du sud. L'Allemagne y joue un rôle majeur mais le phénomène est plus large.

## Les perspectives d'évolution concernant l'Allemagne

Qu'en déduire en termes de perspectives d'évolution à terme, concernant la « soutenabilité » du régime allemand de croissance tirée par l'exportation ? À court terme, l'entrée dans la crise économique et financière, en 2008, a fait ressortir les inconvénients de ce régime. Le commerce extérieur a ainsi pesé très négativement sur la croissance de l'Allemagne tant en 2008 qu'en 2009. Il serait cependant hasardeux d'en

<sup>8</sup> Symétriquement, l'affaiblissement des positions françaises sur le plan commercial est quasi général, depuis le début des années 2000 et il s'explique en grande partie par des raisons d'ordre microéconomique. Cf. Fontagné L. et Gaulier G. (2008), *Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne*, rapport du Conseil d'analyse économique, n° 81, Paris, La Documentation française.

<sup>9</sup> Cf. Deutsche Bundesbank (2007), « Internationales und europäisches Umfeld », *Monatsbericht*, août 2007, p. 12-23.

<sup>10</sup> Pour l'Allemagne, en outre, les changements récents des échanges intra-UE doivent plus à un phénomène de pur transit (notamment via des ports tels que Hambourg) qu'à l'évolution de la compétitivité-coûts. Cf. Broyer S. et Brunner C. (2010), « L'évolution récente des parts de marché intra-UE n'a rien à voir avec la compétitivité-coûts », *Natixis, Flash-Economie*, n° 193, 27 avril.

conclure que les succès allemands à l'exportation seraient fondamentalement fragiles et durablement menacés, voire condamnés, à l'avenir. Au contraire, **l'importance relative des facteurs de compétitivité hors-coûts renforce la capacité dudit régime à se maintenir dans la durée**. Ces facteurs éprouvés sont *a priori* bien moins fluctuants et donc plus stables à terme que les autres facteurs pouvant expliquer les performances en matière de commerce extérieur, qu'il s'agisse de compétitivité-coûts ou de décalages entre les rythmes de croissance de la demande intérieure.

À titre d'exemple, l'Allemagne conserve de considérables atouts dans le domaine de **l'automobile**, qui représente **à lui seul près d'un tiers du total des dépenses intérieures de R & D des entreprises** : plus de 18 milliards d'euros en 2008, soit deux fois plus qu'en 1997 ; un tel effort d'innovation permet aux constructeurs allemands de se profiler de façon offensive sur les marchés de demain, y compris – et surtout – concernant les technologies « propres », à faibles émissions en CO<sub>2</sub>. En outre, sachant que l'économie allemande est pour une grande part spécialisée et *leader* mondial dans le domaine des biens d'équipement, ce pays n'a guère à gagner, *a priori*, à réorienter son industrie vers les biens de consommation, en stimulant la demande des ménages. Tous secteurs confondus, de nombreuses entreprises allemandes destinent leurs produits d'emblée au marché mondial : pour la plupart, elles considèrent le marché européen presque comme un marché intérieur et ne seraient pas rentables, si elle ne produisaient que pour le marché domestique allemand. Dès lors, **il serait illusoire d'envisager une réorientation substantielle du « modèle » économique allemand**, tout du moins **à court ou moyen terme**. La relative stabilité du régime ou « modèle » allemand actuel ne vaut cependant que tant qu'un certain nombre de facteurs internes et externes le permettent. À cet égard, sa durabilité repose notamment sur **deux facteurs critiques**, à savoir d'une part la démographie et, d'autre part, le commerce mondial et la façon dont l'Allemagne s'y insère.

Sur le plan du **commerce mondial**, tout d'abord, **la crise aura laissé des traces profondes**. Sachant que, sur l'ensemble de l'année 2009, la valeur des exportations allemandes de marchandises a reculé de plus de 18 %, revenant à son niveau de 2005, elle ne retrouvera les niveaux d'avant la crise que dans plusieurs années. À en croire les prévisions du FMI, qui anticipe une reprise des exportations allemandes d'à peine 5 % en 2010, il faudrait attendre l'année 2015. Plus optimiste, la fédération allemande des exportateurs (BGA) table sur 2013. Certes, l'on s'attend à une limitation durable des exportations vers les autres pays de l'UE et les États-Unis, pays dans lesquels l'Allemagne a encore écoulé près de 70 % de ses exportations en 2009 et auxquels elle a, ces dernières années, beaucoup prêté mais dont la demande intérieure était souvent engagée sur une trajectoire intenable dans la durée, de sorte que la plupart d'entre eux s'efforcent désormais de réduire le déficit de leur balance des paiements courants.

Pour participer pleinement au retour de la croissance, **l'Allemagne devra donc réorienter son commerce extérieur vers les pays extra-européens les plus dynamiques**. Depuis l'été 2009, du reste, les exportations allemandes ont surtout repris à destination des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine. Une réussite durable sur ces marchés n'est toutefois nullement garantie. En effet, les pays du Sud pourraient à l'avenir produire de plus en plus eux-mêmes les biens d'équipement dont ils ont besoin pour se développer, réduisant d'autant la capacité d'exportation de l'Allemagne. De nombreux experts restent malgré tout assez optimistes, jugeant qu'au plan mondial, **la sortie de crise rime avec une reprise de la demande de biens d'équipement et que l'industrie allemande, forte de son positionnement compétitif, est pleinement en mesure d'en profiter**<sup>11</sup>.

Quant aux **évolutions démographiques**, elles pourraient elles aussi entraîner d'importants impacts sur les comptes extérieurs de l'Allemagne. Le vieillissement de la population induira sans doute une réorientation partielle de l'industrie vers les services de proximité, notamment dans le domaine de la santé. Les marges d'amélioration dont l'Allemagne dispose à l'avenir en matière de services intensifs en savoir valent néanmoins aussi en termes d'exportations. Globalement **vieillissante, la population de l'Allemagne décline aussi en termes absolus depuis 2002**, avec un recul qui représente déjà un demi-million de personnes en six ans (2002-2008). Cette tendance lourde non seulement contribue à y **déprimer durablement la demande intérieure** mais aussi incite à **engranger aujourd'hui des excédents de balance des paiements courants, en prévision des besoins de demain**, sachant que le revenu national allemand sera à l'avenir de plus en plus consacré à **financer les retraites**. Investi en partie à l'étranger, le capital ainsi constitué doit permettre à l'Allemagne d'en tirer des revenus à partir de l'année 2020, période où ce pays pourrait durablement basculer dans le déficit commercial, face à la concurrence grandissante des nouveaux pays industriels<sup>12</sup>. En somme, le facteur démographique exerce des effets de sens contraire et décalés dans le temps : à terme, il pourrait affaiblir progressivement les excédents extérieurs de l'économie allemande (tout

<sup>11</sup> Cf. Belitz H. *et al.* (2010), « Wirtschaftsstrukturen, Produktivität und Außenhandel im internationalen Vergleich », *Studien zum deutschen Innovationssystem*, n° 5/2010, DIW, Berlin

<sup>12</sup> Cf. Walter N. (2009), *Exportweltmeister auf Sinnsuche*, Deutsche Bank Research, 16 juin.

du moins dans l'industrie) mais, dans l'immédiat, l'anticipation de ces évolutions incite la population allemande à constituer une sorte de réserve d'épargne, en prévision des difficultés futures.

Il serait donc illusoire d'envisager que le régime allemand de croissance se détourne radicalement des échanges extérieurs à brève échéance. À moyen terme, compte tenu de ces tendances, l'économie allemande continuera sans doute de fonder sa croissance pour une grande part sur l'exportation. Elle le fera probablement *via* une modération persistante des salaires et des coûts de la protection sociale et à travers un système fiscal approprié, dans le **contexte de restrictions budgétaires** d'autant plus fortes que le **mécanisme constitutionnel de frein à la dette** (*Schuldenbremse*) institué en 2009 impose le rééquilibrage des comptes publics d'ici la fin de la décennie<sup>13</sup>. Cette tendance tient aussi aux facteurs de compétitivité structurelle déjà mentionnés, qui devraient permettre aux exportations allemandes de pénétrer de plus en plus les marchés des pays émergents. En outre, les investissements de capacité ne devraient reprendre que lentement en Allemagne, d'autant plus qu'avec la tendance à la montée du chômage et compte tenu des augmentations salariales prévisibles, les hauts niveaux de taux d'épargne tendront à limiter la consommation des ménages<sup>14</sup>. Cela dit, **la reprise des exportations allemandes risque fort de se faire sur une trajectoire plus basse que celle d'avant la crise**. Pour l'Allemagne, au total, sachant que l'excédent du commerce de marchandises est en partie contrebalancé par un déficit chronique enregistré dans d'autres domaines tels que les transferts courants<sup>15</sup>, le FMI prévoit que l'excédent de la balance des paiements courants, revenu de 7,5 % du PIB en 2007 à près de 5 % en 2009, fluctuera entre 5,5 % et 4 % d'ici à 2015<sup>16</sup>. Autant dire que **la focalisation actuelle sur l'exportation ne devrait être que modérément atténuée à moyen terme**.

D'autres facteurs pourraient cependant amplifier ce mouvement, dont les rapports de force en Allemagne même (rôle des partenaires sociaux pour les négociations salariales, compromis politiques sur les questions fiscales, etc.), ainsi que les relations avec les autres pays de l'UE, en particulier au sein de la zone euro.

### Les conséquences pour les politiques économiques en Allemagne et en Europe

Ces dernières semaines, en Allemagne même, les séquelles d'une récession très sévère, la gravité de la crise grecque et les menaces planant sur l'avenir de l'Union économique et monétaire européenne ont contribué à faire prendre conscience qu'un relâchement des contraintes pesant sur la demande intérieure bénéficierait aussi bien au potentiel de croissance du pays qu'à celui des partenaires européens. S'appuyant sur le communiqué publié à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe du 15 mars 2010, un rapport de la Commission européenne a ainsi souligné qu'au sein de la zone euro, si la forte compétitivité des pays en excédent de paiements courants n'est pas problématique en soi, certains de ces pays présentent **une demande intérieure dont la faiblesse persistante est devenue préoccupante tant pour la zone euro dans son ensemble que pour lesdits pays excédentaires eux-mêmes**<sup>17</sup>. Tardivement, un certain consensus finit par se dégager autour de la **nécessité sinon d'un changement de cap, du moins d'une nette inflexion**. **L'Allemagne**, si elle veut bénéficier d'une reprise substantielle, **doit à l'avenir diversifier les sources de sa croissance et dynamiser davantage sa demande intérieure**. Ce faisant, elle contribuerait à la résorption des déséquilibres extérieurs, au sein de la zone euro comme plus largement au plan international. Depuis le début de 2010, tel est le message porté tant par l'OCDE et le FMI que par le collectif d'instituts d'études économiques mandaté par le gouvernement fédéral allemand, dans son dernier rapport semestriel<sup>18</sup>. Le vrai débat porte désormais plutôt sur la manière de procéder. À cette fin, différentes **réorientations** sont **à l'avenir envisageables pour la politique économique allemande**.

#### - Relancer la consommation des ménages par des augmentations de salaire

Les experts allemands rejettent le plus souvent le principe même d'une politique générale visant à relever les salaires, jugeant qu'une relance de la consommation des ménages n'aurait que des effets à court terme et qu'il est souhaitable de favoriser l'épargne des ménages allemands, pour préparer leur départ à la retraite. Une telle orientation serait en outre difficile à mettre en œuvre, non seulement car la politique salariale y constitue une prérogative exclusive des partenaires sociaux, ancrée dans la Loi fondamentale, mais aussi parce qu'il n'y existe pas de salaire minimum légal interprofessionnel, contrairement à ce qui prévaut dans les trois quarts des autres pays de l'UE. De plus, ce type de politique ne se révèle efficace que dans le cadre

<sup>13</sup> Outre-Rhin, cette règle constitutionnelle limite le déficit budgétaire (structurel) à 0,35 % du PIB pour l'État fédéral à partir de 2016 et le prohibe à l'échelle des *Länder* à partir de 2020. Il est estimé que cette nouvelle disposition implique pour l'État fédéral, à elle seule, des économies budgétaires d'environ 60 milliards d'euros de 2011 à 2016, soit 10 milliards par an.

<sup>14</sup> Cf. OCDE (2010), *OECD Economic Surveys – Germany*, vol. 2010/9, Paris, mars.

<sup>15</sup> À cet égard, notons que, pour l'Allemagne, le déficit lié à la contribution nette au budget de l'UE a ces dernières années été très largement compensé par un excédent du commerce de marchandises d'ampleur environ 15 fois supérieure.

<sup>16</sup> Cf. FMI (2010), *Germany: 2010 Article IV Consultation-Staff Report*, Washington D.C., 30 mars.

<sup>17</sup> Commission européenne (2010), *The impact of the crisis on competitiveness and current account divergences in the euro area*, DG EcFin, Quarterly Report on the Euro Area, vol. 9, n° 1 (n° spécial), mars.

<sup>18</sup> Cf. OCDE (2010), *op. cit.* ; FMI (2010), *op. cit.* ; Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose (2010), *Erholung setzt sich fort – Risiken bleiben groß – Gemeinschaftsdiagnose Frühjahr 2010*, Essen, 15 avril.



d'une coordination internationale. Or une telle coordination fait défaut au sein de l'UE. Pour de telles raisons, même les experts qui considèrent comme souhaitable une reprise de la consommation des ménages en Allemagne jugent fréquemment peu réaliste une telle option, dans les circonstances actuelles<sup>19</sup>.

#### **- Miser plutôt sur une politique de redistribution**

Plus différenciée, une autre option consisterait à modifier la répartition des revenus entre les différents niveaux de salaires, notamment par le biais d'instruments redistributifs (impôts et transferts sociaux). Elle se justifie par le fait qu'en Allemagne, les ménages les plus défavorisés ont dû réduire leurs dépenses de consommation ces dernières années. Par suite, une correction en faveur de moindres inégalités de revenus permettrait de réduire le taux d'épargne global des salariés et, par ce biais, de stimuler globalement la consommation des ménages. À Berlin, une telle option est cependant davantage portée par l'actuelle opposition que par la coalition gouvernementale. Elle est donc loin d'être la plus probable *a priori*.

#### **- S'inspirer du « modèle » danois de « flex-sécurité »**

Proposée par l'Institut d'économie mondiale (IfW, Kiel), une autre possibilité passerait par un système inspiré du système danois de « flex-sécurité », c'est-à-dire en combinant flexibilisation du marché du travail et dispositifs publics d'aide à l'embauche ou à la formation. En l'espèce, le système préconisé de coupons à l'embauche se ramène à une subvention salariale, de durée limitée, qui serait accordée aux employeurs recrutant des chômeurs de longue durée ou des personnes faiblement qualifiées. Le niveau de la subvention, dégressif dans le temps, serait proportionné à la durée de la période de chômage et au niveau de qualification. Permettant d'économiser les coûts liés au chômage, un tel dispositif s'autofinancerait, au-delà d'une période de mise en place de deux à trois ans. Une telle proposition est d'autant plus d'actualité que le gouvernement fédéral doit réformer les dispositions dites « Hartz-IV », concernant les aides aux chômeurs de longue durée, depuis qu'un récent arrêt du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe (février 2010) a demandé d'en revoir le mode de calcul.

#### **- Faire financer par le contribuable une partie du chômage partiel**

Dans une optique similaire et en tout cas pour préserver les compétences des salariés pourvus d'un emploi, le gouvernement fédéral a déjà pris de très importantes mesures consistant à faire prendre en charge par le contribuable une partie des coûts du chômage partiel. Une telle solution ne peut cependant être que transitoire<sup>20</sup>, car la prolonger durablement non seulement amplifierait la dualisation du marché du travail (l'opposition entre les emplois « normaux » relativement protégés et les emplois précaires), mais aussi suspendrait l'incitation des salariés à passer d'emplois menacés à des emplois plus porteurs et, par ce biais, conduirait *in fine* à freiner les nécessaires changements de structure.

#### **- Relancer l'investissement des administrations publiques (« dépenses d'avenir »)**

Plus durable, une autre piste d'action passerait par une relance dans le domaine de l'investissement des administrations publiques, où un certain besoin de rattrapage s'est fait jour. Il s'agit ici d'investissements publics au sens large, y compris les infrastructures et les dépenses en matière d'éducation et de formation, même si ces dernières sont comptabilisées comme des dépenses de fonctionnement. De telles dépenses peuvent être considérées comme des dépenses préparant l'avenir et, de ce fait, compatibles – à terme – à la fois avec la consolidation budgétaire et avec l'amélioration du bien-être des générations futures. En la matière, une comparaison européenne montre qu'en Allemagne, les principaux besoins concernent le domaine de l'éducation-formation, de la santé et de l'efficacité énergétique, ainsi que, à un moindre degré, les infrastructures numériques et le domaine de l'innovation et de la R & D<sup>21</sup>. Un plaidoyer similaire en faveur d'« investissements d'avenir » – en l'espèce surtout en matière d'éducation-formation et d'innovation – se trouve aussi dans le dernier rapport annuel du Conseil des experts économiques (les « Cinq sages »)<sup>22</sup>.

#### **- Des mesures en faveur de l'investissement privé**

Enfin, prendre des mesures en faveur de l'investissement privé semble l'orientation la plus consensuelle. Elle correspond elle aussi à un vrai besoin, dans la mesure où l'investissement privé a chuté à des niveaux comparativement bas en Allemagne, depuis près d'une décennie. De plus, une telle orientation a l'avantage de relever autant d'une politique de stabilisation par la demande que d'une politique d'offre, à plus long terme car, si les dépenses d'investissement font partie de la demande intérieure, elles permettent aussi de renforcer l'appareil de production. Dans le rapport déjà mentionné<sup>23</sup>, les instituts d'études économiques conseillant le gouvernement fédéral privilégient cette orientation, soulignant qu'améliorer l'incitation à investir

<sup>19</sup> Voir par exemple McKinsey Germany (2010), *Welcome to the volatile world – Challenges for the German economy emerging from fundamental market changes*, Francfort/M., mai, p. 9.

<sup>20</sup> Au début du printemps 2010, la Chancelière fédérale A. Merkel a cependant annoncé que le dispositif exceptionnel d'extension du chômage partiel décidé en 2009, qui devait en principe arriver à son terme fin 2010, sera prolongé d'une année.

<sup>21</sup> Cf. DIW econ GmbH (2009), *“Richtig investieren” – Öffentliche Investitionen zur Erhöhung des langfristigen Wachstumspotentials in Deutschland*, étude à la demande de l'Initiative Neue Soziale Marktwirtschaft (INSM), mars.

<sup>22</sup> Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung (2009), *Die Zukunft nicht aufs Spiel setzen*, rapport annuel 2009/10, Wiesbaden, novembre.

<sup>23</sup> Projektgruppe Gemeinschaftsdiagnose (2010), *op. cit.*

en Allemagne reviendrait aussi à réduire le phénomène d'exportation de capital actuellement observé *via* l'excédent de la balance des paiements courants.

Dans l'immédiat et pour les raisons indiquées, **les pistes les plus crédibles** concernent ainsi moins la relance de la consommation des ménages par l'augmentation des salaires ou par une politique de redistribution que les derniers éléments mentionnés et en particulier **les mesures en faveur des investissements publics et privés**. Cependant, aucune de ces options ne suffira à elle seule à provoquer le rééquilibrage souhaitable, et seule **une combinaison** de plusieurs d'entre elles **pourrait produire à terme une reprise substantielle de la croissance allemande**, reprise qu'amplifierait une relance du processus politique d'intégration européenne.

Compte tenu de ces éléments de diagnostic et de ces perspectives de réorientation, quelles **recommandations de politique économique** peuvent être formulées à l'adresse des décideurs en France et en Allemagne ? Du côté français, les décideurs devraient intensifier leur **politique d'investissement et d'incitation en faveur du renforcement de la compétitivité hors-coût** de l'appareil productif. Les responsables français en charge de la **coopération franco-allemande** pourraient aussi utilement plaider auprès de leurs homologues allemands en faveur d'**une réflexion commune sur la question des « dépenses d'avenir »**, en mettant en avant l'idée que se concerter sur les priorités en la matière permettrait de forger une vision partagée des principaux enjeux de demain et, *ipso facto*, constituerait un bon moyen de préparer les réformes qui en découlent, afin de **renforcer durablement un potentiel de croissance mis à mal par la crise**<sup>24</sup>.

Enfin et surtout, les divergences européennes actuelles en matière de compétitivité et de soldes extérieurs soulignent de façon pressante combien il importe de **donner un contenu précis et opérationnel aux notions de coordination des politiques économiques et de « gouvernement économique européen »**<sup>25</sup>, notions auxquelles Berlin et Paris n'accordent traditionnellement pas la même signification. Pour l'essentiel, il s'agit de remédier aux déficits de construction de l'Union économique et monétaire européenne, telle qu'elle a été mise en place au moment du traité de Maastricht, d'un côté **en réorientant (et en européanisant) les politiques budgétaires** à la fois pour retrouver des marges d'action et pour mieux prévenir les risques de surendettement des États, de l'autre **en coordonnant les politiques salariales** des pays membres, notamment à travers des accords appropriés entre syndicats<sup>26</sup>. Pour les pouvoirs publics et les partenaires sociaux, cela implique en particulier de s'entendre sur le fait que l'UE dans son ensemble aurait une croissance du PIB supérieure et une compétitivité-prix inchangée si, toutes choses égales par ailleurs, les salaires nominaux y progressaient au rythme des gains de productivité et non pas plus lentement. Au fond, Berlin et Paris ont tout à gagner à convenir que, chez eux comme dans la plupart des grands pays de l'OCDE, **tant un retour durable de la croissance qu'une réduction des déficits publics passent par une reprise de la demande intérieure**<sup>27</sup>. Pour l'Allemagne, cela implique sinon de favoriser un redémarrage progressif des salaires, du moins de contrecarrer les tendances à la déformation du partage des revenus au détriment des salaires. Pour la France, où la demande intérieure est moins anémiée, la principale urgence consiste davantage à présenter une perspective pluriannuelle crédible de rétablissement des comptes publics. Sur ces questions cruciales, les leçons de la crise grecque pourraient permettre de surmonter les malentendus habituels et de favoriser un rapprochement franco-allemand plus nécessaire que jamais.

> Rémi Lallement,  
Département Affaires économiques et financières

Centre d'analyse stratégique  
18, rue de Martignac  
75700 Paris cedex 07  
Téléphone 01 42 75 61 00  
www.strategie.gouv.fr

Directeur de la publication :  
Vincent Chiqui, directeur général

Rédactrice en chef de La Note de veille :  
Nathalie Bassaler, chef du Service Veille,  
Prospective, International

<sup>24</sup> Jusqu'à présent, les deux pays ont conçu et mis en place séparément leurs stratégies respectives en matière scientifique et technologique, avec en France la Stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) et le « grand emprunt » lancés en 2008-2009 et, du côté allemand, la *Strategie High-Tech* menée depuis 2006.

<sup>25</sup> Cf. Jamet J.-F. (2010), « Un gouvernement économique européen : du slogan à la réalité ? », Fondation Robert Schuman, *Questions d'Europe*, n° 167-168, 26 avril.

<sup>26</sup> Cf. Busch K. (2010), *Europäische Wirtschaftsregierung und Koordinierung der Lohnpolitik: Krise der Eurozone verlangt Strukturereformen*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Internationale Politikanalyse, mars.

<sup>27</sup> Cf. Artus P. (2010), « Il vaudrait mieux accroître les salaires qu'augmenter les dettes publiques », Natixis, *Flash-Economie*, n° 238, 12 mai.

